

MEMDUH KARAKULLUKÇU

Membre fondateur du conseil exécutif du Global Relations Forum,
partenaire fondateur de Kanunum, président de Kroton Consulting

Abdulrahman A. Al Hamidy, directeur général et président du conseil d'administration du Fonds monétaire arabe

Notre prochain intervenant est Memduh Karakullukçu. Il va nous parler des facteurs économiques qui affecteront et façonneront l'économie de la région dans tous ses aspects : dynamique énergétique, prix, dette publique, flux de capitaux, main-d'œuvre excédentaire, technologie et productivité. Il évoquera donc tous les problèmes soulevés par les intervenants précédents, dans la même limite de temps.

Memduh Karakullukçu

Mon intervention sera courte, moins de 15 minutes. Je suis heureux d'être de retour à Abou Dabi et de me trouver ici, à la World Policy Conference, en compagnie de collègues et d'amis.

Bien sûr, cette conférence se tient dans l'ombre tragique des événements de Gaza, et je fais part de ma tristesse, une tristesse que nous ressentons tous en Turquie et qui est très réelle.

S'agissant du contenu de mes remarques, elles seront à l'intersection de la géopolitique et de la géoéconomie, mais surtout de la géoéconomie. Je pense que l'an dernier, j'ai traité le sujet sous un angle plus géopolitique, mais aujourd'hui je vais m'attarder sur la géoéconomie. Abdulrahman a très bien dépeint la situation, je vais donc essayer de rebondir sur ses remarques, et remettre peut-être en question quelques points. La Turquie est aux confins du Moyen-Orient, mon pays lui est seulement associé, donc je dois me montrer très humble, je vais essayer. Mais je vais prendre quelques risques, alors pardonnez-moi si je ne trouve pas le bon équilibre.

En réfléchissant à cette présentation, je me suis souvenu que cela faisait exactement dix ans – en 2013 – que le commandement allié de l'OTAN m'avait demandé d'écrire un article sur l'économie régionale ; cela fait donc un certain temps que j'étudie les questions d'économie et de sécurité. J'ai pensé que la dernière décennie constituerait une bonne période de référence pour mes remarques. J'essaierai tout au moins de dégager des impressions pour les dix prochaines années, et d'imaginer la suite.

En repensant à ces dix dernières années, aux résultats de ma première analyse effectuée en 2013, je constate que le développement de la région repose principalement sur la confiance entre ses populations et ses gouvernements. Cette confiance a été fracturée, et il faut se demander comment elle peut être rebâtie, alors que les habitants nourrissent autant de frustration et d'impatience refoulées. Même les gouvernements les mieux intentionnés ont beaucoup de mal à essayer d'engendrer rapidement le développement requis, alors que les habitants l'attendent depuis dix, quinze ou vingt ans. Ce défi présente des difficultés immenses.

Après réflexion, il peut être scindé en deux parties : dans un premier temps, est-ce que ces économies croîtront et créeront de la richesse globale, et dans un deuxième temps, est-ce que ces économies mettront en place des mécanismes permettant de redistribuer cette richesse à la société. C'est la redistribution, l'implication des citoyens qui semble poser problème au Moyen-Orient. Comparé à d'autres régions du monde, le Moyen-Orient n'est pas la région qui crée le plus de richesse, mais son bilan est correct. Ce sont la redistribution de cette richesse et l'implication des habitants et des jeunes qui constituent le véritable défi. En revenant sur la dernière décennie, je me demande s'il y a eu des progrès et si la région est réellement allée de l'avant. La réponse à cette question est très mitigée. Le chômage est élevé, notamment celui des jeunes, l'économie informelle est toujours énorme, la participation des femmes reste très faible. Quant à la qualité des emplois, on parle essentiellement d'emplois peu qualifiés, à salaires bas et de faible technologie ; il n'y a donc guère de changements sur ce point. D'autre part, le secteur privé est faible. L'objectif a toujours été de stimuler le secteur privé de manière à ce qu'il puisse absorber les nouvelles populations d'individus intelligents et instruits, mais cela ne s'est pas produit – du moins, pas avec l'ampleur que nous espérions. Ce n'est pas parce que les gouvernements, les bureaucrates et les technocrates n'ont pas essayé. Tout le monde a essayé. Je pense que des gens bien intentionnés et très intelligents ont essayé. Si je remonte aux années 1990 et 2000, c'était l'apogée du nouveau libéralisme et le FMI était impliqué dans la région, avec des programmes en Égypte et au Maroc. Tous ces sujets de discussion – réformes, État de droit, gouvernance, réforme du secteur commercial, etc. – ont été abordés à l'époque. Donc nous avons déjà connu cela, il en a été beaucoup question jusqu'en 2010.

Cette dernière décennie, d'autres réalités se sont imposées. Il y a eu le contrecoup de la chute de Lehman Brothers, ce que j'appelle encore le « printemps arabe », et une crise après l'autre. Ces dix dernières années, les problèmes n'ont pas réellement été corrigés, mais ce n'est pas faute d'avoir essayé. Je pense que les gens ont essayé. Il y a deux types de problèmes selon moi. D'un côté, il y a la répétition de platitudes bien intentionnées et bien ciblées, mais qui ne vont pas loin. Bien sûr, on dit qu'il faut améliorer la gouvernance et l'État de droit ; nous voulons tous cela dans mon pays, mais ce sont les moyens d'y réussir qui comptent, et nous ne voyons pas réellement d'avancée par étapes sur cette voie. Il y a un tas de platitudes répétées, qui sont correctes mais ne donnent aucun résultat.

D'autre part, il arrive que des mesures aient véritablement été prises, que des politiques aient été mises en place, mais sans obtenir les résultats escomptés. J'ai examiné le sujet dans le détail ; par exemple, j'ai réalisé que ces dix dernières années, le nombre d'années d'éducation a augmenté dans beaucoup de pays, mais que cela ne s'est pas traduit par de meilleurs emplois ou des salaires plus élevés. Tous ces jeunes mieux instruits n'ont pas obtenu de bons emplois, ce qui est étrange. Une initiative a été mise en place, des investissements ont été réalisés dans l'éducation, mais les résultats ne sont pas là. Par ailleurs, nous parlons toujours d'un secteur public pléthorique. Mais en Égypte, si le secteur public compte un nombre considérable d'employés, le pourcentage d'emplois du secteur public a néanmoins diminué. C'est un progrès, mais malheureusement, d'après les analyses, les emplois qui ont été laissés au secteur privé n'ont pas été remplacés par des emplois privés formels, de haute technologie et à haute valeur ajoutée, mais par des emplois informels et peu qualifiés. Par conséquent, les nouvelles possibilités d'emploi libérées par le secteur public n'ont pas été reprises par le secteur privé sophistiqué. L'effet d'entraînement ne fonctionne pas. Le gouvernement égyptien a fait ce qu'il fallait mais l'autre partie de l'équation n'est pas en place. Le même problème existe concernant les investissements directs étrangers (IDE) ; ces investissements ont bien lieu, mais continuent à financer les secteurs de l'immobilier, de la construction et de l'énergie, et non les industries requérant plus de main-d'œuvre. Ce qui est inquiétant, en matière d'IDE, c'est que nous espérons toujours que lorsqu'une multinationale arrivera sur un site vierge, il y aura un effet d'entraînement. Les

gens travailleront avec cette multinationale, qui embauchera du personnel, et les compétences se propageront vers d'autres entreprises. Mais cela ne semble pas être le cas. L'effet d'entraînement ne fonctionne pas. Cela signifie que nous prenons des mesures, mettons en œuvre ces politiques, mais sans résultat.

Ce sont les enseignements que j'ai tirés de mon analyse de la dernière décennie, et cela m'amène à la situation d'aujourd'hui et aux perspectives des dix prochaines années. Si nous sommes à nouveau réunis ici en 2033, dans dix ans, dirons-nous encore qu'il ne s'est rien passé, que nous avons essayé mais sans résultat ? Le chômage sera-t-il toujours élevé, et la participation des femmes sera-t-elle toujours faible ? Je ne l'espère pas, et nous devons trouver une solution.

Qu'est-ce qui est différent maintenant ? Notre président nous a présenté les tendances prévalentes qui se dessinent pour l'avenir de la région, avec la transition énergétique et le fait que nous ne savons pas comment le prix du pétrole va se comporter. Une croissance mondiale relativement plus faible est prévue, ce qui affectera la région. Après dix ou quinze ans, des taux d'intérêt réels positifs arrivent, qui se répercuteront sur la dette publique de tous les pays. D'autre part, il y a les problèmes liés au climat : les sécheresses, l'insécurité alimentaire et l'augmentation du prix des denrées. Par conséquent, si nous continuons à agir comme si de rien n'était, les dix prochaines années risquent de n'être guère mieux que les dix dernières, ce qui est vraiment problématique.

Nombre des remarques que j'ai faites sont négatives, et naturellement je ne peux pas apporter de réponses claires aux problèmes, alors je vais tenter de proposer quelque chose. Ce que je sais, et c'est clair dans toutes les réunions, c'est que nous sommes au cœur de plusieurs transitions ; la planète connaît des transitions à plusieurs niveaux, des polycrises, etc. Chaque transition présente des risques d'incertitude, ainsi qu'une discontinuité. Les cartes sont remélangées et vous pouvez trouver des moyens de vous positionner et de vous repositionner. Autrement dit, il y a plus d'espace pour manœuvrer de façon stratégique lorsqu'il y a une nouvelle donne, et nous sommes probablement à ce stade. Pour être plus concret, la géométrie du monde est en train de changer, elle a déjà évolué. Nous étions à un stade de mondialisation, tous les pays s'intégraient, il y avait un modèle de développement dans lequel les populations rurales migraient vers les zones urbaines, les pays fabriquaient et exportaient vers le reste du monde. Ce modèle ne fonctionne plus parce que le monde dans lequel nous vivons est différent. Disons que notre monde est désormais fragmenté et qu'il engendre d'autres géométries ; c'est l'idée du « friendshoring » (délocalisation dans les pays alliés). En regardant une carte, il semblerait que l'Europe devrait faire du friendshoring dans cette région, c'est évident, mais ce n'est pas le cas à l'heure actuelle. Toutefois, je pense que la discussion stratégique et l'effort de dialogue sont là, et qu'ils peuvent porter leurs fruits. Dans un sens plus étroit, l'intégration énergétique avec l'Europe est déjà en cours. Il suffit de voir l'impressionnant projet énergétique Xlinks de construction d'un câble sous-marin entre le Maroc et le Royaume-Uni ; ou les remarquables interconnexions électriques entre l'Italie et la Tunisie, ou entre l'Algérie et l'Espagne. Ces projets existent, il y a une certaine intégration et cela représente un paradigme différent.

Tournons-nous ensuite vers une autre géométrie, celle des nouvelles routes de la soie initiées par la Chine, contre le couloir logistique Inde-Europe des Américains. Tous ces investissements arrivent donc dans notre région. La question est de savoir si les pays de la région peuvent étudier cette redistribution des cartes, identifier une stratégie puis se concentrer sur celle-ci, sa mise en œuvre et son effet de levier, afin que les communautés et les sociétés pensent que c'est la nouvelle vision et la nouvelle direction à prendre. Je pense que cela pourrait être une opportunité, mais ce n'est pas facile et bien sûr, j'essaie simplement d'élaborer des hypothèses.



J'aimerais terminer en vous donnant un petit exemple tiré de mon humble histoire ou expérience personnelle. Quand j'avais une trentaine d'années, on m'a demandé de fonder et de gérer le premier parc technologique turc – c'était donc un projet de développement. L'idée était d'attirer en Turquie des entreprises de high-tech européennes et américaines pour qu'elles travaillent avec des entreprises technologiques locales. En fait, c'est ce que nous voulons obtenir des investissements directs étrangers dans la région. Ce que cette expérience m'a enseigné, c'est que tous les éléments comme l'État de droit et la bonne gouvernance doivent être en place. S'ils ne le sont pas, la vie peut être très difficile, et j'ai donc eu la tâche très difficile à cause de cela. Pourtant, cela ne suffit pas, c'est certain. Il faut avoir une vision agile, un leadership qui connaît cette vision et peut œuvrer dans ce contexte, et vous devez veiller à ce que chaque membre de la communauté et de la société connaisse cette vision. Nous ne pouvons pas travailler avec des politiques uniformisées. Les politiques doivent être agiles et flexibles, mais il faut des institutions et des acteurs institutionnels qui peuvent vraiment mettre en œuvre les mesures nécessaires, qui peuvent prendre des initiatives mais bénéficient de directives. C'est ce genre de structure qui fonctionne.

En conclusion, si nous examinons ce problème en ne changeant rien à nos habitudes pour les dix ans à venir, je ne pense pas que l'avenir soit prometteur. Cependant, il semblerait qu'il existe quantité d'opportunités stratégiques pour le Moyen-Orient. Il est possible que la région trouve des moyens de parvenir à ce délicat équilibre avec les Européens, les Américains, les Indiens et les Chinois pour atteindre son objectif, mais cela exige une approche différente en matière de conception et de mise en œuvre des politiques. J'espère que cela se fera et que, lorsque nous nous réunirons dans dix ans, nous aurons de meilleures histoires à raconter.

Abdulrahman A. Al Hamidy

Merci beaucoup. Il nous reste un intervenant, alors merci de préparer vos questions par écrit. Memduh, vous avez abordé beaucoup de problèmes, y compris le chômage, l'économie informelle, le bilan des réformes économiques qui varie selon que le patient était en soins intensifs ou non avant le lancement du programme de réforme. Vous avez parlé d'éducation, et il y a des gens très instruits qui vont en Europe, trouvent un emploi et participent au marché du travail ; il faut un secteur privé dynamique, et il faut savoir si le gouvernement a un effet d'éviction (*crowding-out*) ou d'entraînement (*crowding-in*) auprès du secteur privé.